

# VOIRIE D'INTERÊT COMMUNAUTAIRE

## DEFINITION DE L'INTERÊT COMMUNAUTAIRE ET PROTOCOLE D'ENTRETIEN DU PATRIMOINE

Vu, pour être annexé  
à la délibération du  
Conseil Communautaire

en date du... 19/12/18  
A Castelsarrasin, le... 24/12/18

*Le Président*



Approuvé par délibération n° 12/2018 - 9 en date du  
conseil communautaire du 19 décembre 2018

## I. PREAMBULE

La compétence optionnelle « **Création, aménagement et entretien de la voirie** » exercée par la Communauté de Communes Terres des Confluences s'appuie sur une délibération du Conseil Communautaire articulée autour de 3 axes :

- La définition de l'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire s'analyse comme « la ligne de partage », au sein d'une compétence, entre les domaines d'action transférés à la Communauté de Communes et ceux qui demeurent au niveau communal.

- La définition d'un protocole d'entretien

Le protocole d'entretien vise à définir les niveaux de prestations, de gestion et d'aménagements pris en considération dans le cadre de la compétence. Ces niveaux d'interventions prendront en comptes les attributions de compensation perçue par la Communauté de Communes dans une mesure d'équilibre entre les niveaux de services et les moyens alloués à la compétence.

- La définition du schéma de voirie

Le schéma de voirie est l'inventaire en liste et en cartographie des voies d'intérêt communautaire hiérarchisées en fonction de leur usage.

Le présent document vise à définir l'intérêt communautaire et les prestations mise en œuvre dans le cadre de la compétence optionnelle « **Création, aménagement et entretien de la voirie** ».

Il apporte également un éclairage sur la répartition des compétences, notamment de police, entre les Maires et le Président de la Communauté de communes sur les voies communales mises à disposition dans le périmètre de l'intérêt communautaire :

- Le Président de la Communauté de de Communes est garant de la gestion du domaine public routier relevant de l'intérêt communautaire.
- Sous réserves des dispositions de l'article L5211-9-2 du CGCT, les Maires de chaque commune membre conservent leurs prérogatives liées aux pouvoirs de police de sécurité, de salubrité, de circulation, de stationnement et de coordination des travaux et interventions sur le domaine public routier.



## II. DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

### II.1. Critères définissant l'intérêt communautaire

La Communauté de Communes Terres des confluences assurera la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie » sur les voiries communales répondant aux critères suivants :

- Pour les communes de moins de 5 000 habitants :
  - Voies communales et chemins ruraux revêtus à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route ; en l'absence de panneaux et d'arrêté du Maire fixant la limite d'agglomération en application de l'article R411-2 du Code de la Route, la limite sera définie conjointement entre la Commune et la Communauté de Communes et matérialisé par cette dernière ;
- Pour les communes de plus de 5 000 habitants :
  - Voies communales revêtues à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et permettant la desserte directe d'un équipement communautaire ;
  - Voies communales à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et assurant une liaison structurante directe entre les agglomérations des Communes membres de la Communauté de communes, dès lors que cette liaison n'est pas déjà assurée par une route départementale.

La liste des voies répondant à ces critères donne lieu à l'établissement d'un tableau de classement des voiries communautaires, établi contradictoirement avec chaque commune membre ; la trame de ce document, appelé schéma de voirie, est détaillé en dernière partie du présent document.

Le schéma de voirie est le référentiel du périmètre de mise en œuvre de la compétence et sera le support des procès-verbaux de mise à disposition des voies communales vers la Communauté de communes pour l'exercice des compétences.

La population prise en considération pour le classement des communes est celle utilisée pour la DGF 2017.

L'intervention sur les voiries communautaires étant prévue sur la base de programmes pluriannuels triennaux, une actualisation du classement sera faite tous les 3 ans à compter de l'entrée en vigueur de cet intérêt communautaire, sur la base des derniers chiffres de population connus et utilisés pour la DGF.

Si à l'occasion de cette actualisation du classement il est fait constat d'un changement de strate de population d'une commune membre, il est prévu une période transitoire de 3 ans correspondant au programme pluriannuel triennal. Le nouveau périmètre de la compétence pris en compte ne s'appliquera donc qu'à l'occasion de l'actualisation suivante.

Ce délai permettra d'évaluer avec la Commune concernée les éventuels transferts de charges

et de ressources à envisager, ainsi que les dispositifs conventionnels à mettre en œuvre pour assurer la continuité des missions.

## II.2. Intégration de nouvelles voies

Dans le cas particulier du classement d'une voie privée (chemin rural, voie de lotissement ...) dans le domaine public communal, l'intérêt communautaire ne pourra être pris en considération sur cette voirie qu'après mise aux normes réglementaires et remise en état des structures, des réseaux et des conditions de circulation. Un cahier des charges précisant les exigences techniques pour l'intégration de ces voiries au domaine public sera établi et soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.

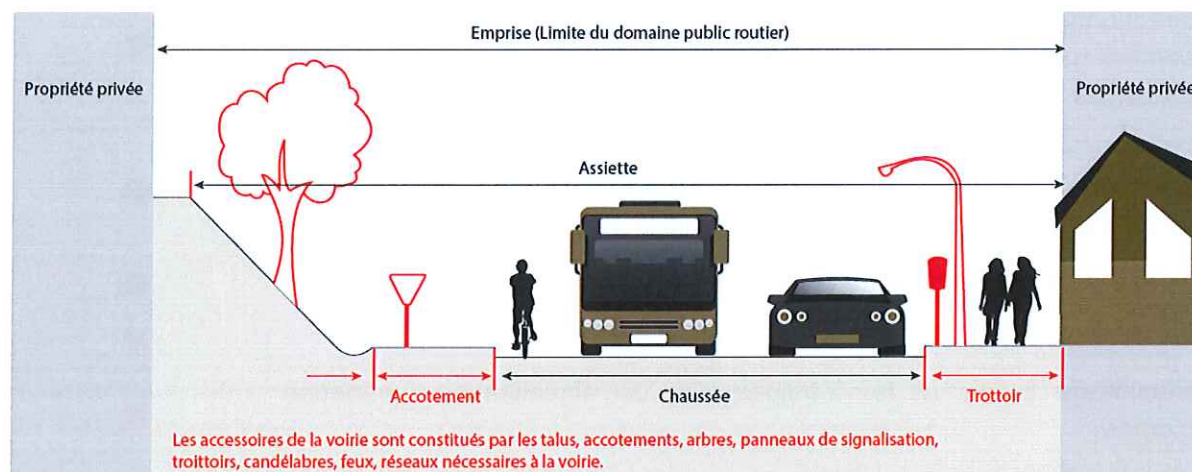
Cette disposition s'applique également en cas de déclassement d'une voie départementale ou nationale en voie communale.

Par exception, à l'issue d'un constat contradictoire et de l'établissement d'un devis de travaux de remise en état, ce transfert pourra être réalisé en l'état en contrepartie du versement d'une indemnité correspondante à la Communauté de Communes.



## II.3. Limites d'interventions

Le schéma suivant est donné pour une meilleure compréhension des termes utilisés dans la suite du paragraphe :



<b>ELEMENT DE COMPETENCE</b> <b>STRUCTURES DE VOIRIES</b>	Voies et chemins ruraux d'intérêt communautaire
<b>Chaussée</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de couches de fondation, de structure, revêtement</li> <li>- Entretien des structures (purges, traitements, scarifications et apports de matériaux)</li> <li>- Réfections partielles ou totales des revêtements</li> <li>- traitement des déformations par reprofilage</li> <li>- Nids de poules</li> <li>- ...</li> </ul>	●
<b>Les ouvrages d'art (murs de soutènement, ponts ...)</b>	●
<b>Accotements non revêtus et fossés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fauchage et débroussaillage</li> <li>- Curage, reprofilage et création de fossés</li> <li>- Dérasement d'accotements</li> <li>- Stabilisations, renforcements, enrochements</li> </ul>	●
<b>Accotements revêtus</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caniveaux et bordures</li> <li>- Trottoirs et cheminements piétons</li> </ul>	●
<b>Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement et d'eaux pluviales dans l'emprise des voiries d'intérêt communautaire, et les fossés mères</b>	●
<b>Les espaces piétons (places publiques ...)</b>	✗
<b>Les parkings et aires de stationnement autres que ceux situés sur les accotements</b>	✗
<b>Les clôtures et murets</b>	✗

Les terrains laissés libres par les riverains en dehors de leurs murs de clôture	×
Les pistes et aménagements cyclables hors chaussée	×
Les ouvrages et aménagements spécifiques de sécurité : îlots directionnels, giratoires, glissières, barrières de sécurité, ralentisseurs, bandes rugueuses, plateaux surélevés, aires de repos, points d'arrêt, passages piétons	●
La signalisation verticale directionnelle (panneaux de type D, Da, EB et E30 décrits par la 5ème partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière)	●
La signalisation verticale et horizontale de police	●
La signalisation de rue (plaques de rue et numérotation)	×
L'éclairage public et les équipements de signalisation lumineuse tricolore	×
Les mobiliers urbains, qu'ils soient liés à la circulation (potelets, barrières, plots, chaînes, barrières, bornes diverses dont bornes escamotables ...), au confort des usagers (bancs, mobiliers de propreté, arceaux et garages vélos, bornes escamotables pour la fourniture de courant électrique, grilles et protection d'arbres, chaînes, portiques....), publicitaires ou de communication	×
Les stèles, monuments et aménagements commémoratifs...	×
Les sanitaires publics sur emprise voirie	×
Plantation et entretien des arbres et haies sur les accotements	●
Plantation et entretien des arbres d'alignements dans l'emprise des voiries	●
Paysagement des giratoires, ouvrages et délaissés de voirie (fleurs, arbustes, arbres, sculptures, arrosage...)	×
Déneigement et salage	●
Balayage	●
Ramassage des corbeilles de propreté (en dehors du périmètre du service de gestion des déchets)	×

● = élément de compétence assuré par la Communauté de Communes mais ouvrant la possibilité à des fonds de concours des communes membres si les travaux d'amélioration ou de création réalisés ont des niveaux de services supérieurs à ceux définis dans le protocole d'entretien

× = élément de compétence non assuré par la Communauté de Communes



## II.4. Gestion du domaine public routier

Sur les voies classées d'intérêt communautaire, le Président de la Communauté de Communes instruit et délivre, après avis du Maire de la Commune concernée, les arrêtés suivants :

### ■ **Permission de voirie**

Il s'agit d'un arrêté autorisant la réalisation de travaux en bordure de voie (accès riverains ...) ou sur le domaine public et dans ce cas, l'occupation du domaine par les ouvrages pour lesquels les travaux ont été autorisés. C'est une autorisation à caractère unilatéral et temporaire nécessaire pour installer ou implanter sur le domaine public, sans modification de son assiette, des objets ou ouvrages qui n'ont pas le caractère mobilier et de façon générale pour toute occupation nécessitant un ancrage dans le sol.

La permission de voirie :

- précise les modalités techniques de l'occupation et de l'exécution des travaux,
- fixe les périodes, dates et délais d'exécution,
- est donnée pour une période de temps déterminée,
- ne crée pour l'occupant aucun droit au maintien de ses ouvrages à l'emplacement retenu et ne le dégage en rien des obligations ou charges lui incombant en cas de suppression, modification ou déplacement commandé par l'intérêt du domaine public.

### ■ **Arrêté individuel d'alignement**

Il a pour objet de préciser, à chaque propriétaire riverain qui en fait la demande, la limite séparant sa propriété du domaine public routier.

L'alignement individuel est délivré, sous forme d'arrêté, conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de fait de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

Les arrêtés individuels d'alignement qui n'induisent aucun transfert de domanialité sont délivrés par le gestionnaire de la voie (police de conservation).

Sous réserve des dispositions de l'article L5211-9-2 du CGCT, le Maire de la Commune, après avis de la Communauté de Communes, instruit et délivre les arrêtés suivants sur les voies d'intérêt communautaire :

### ■ **Permis de stationnement**

Arrêté autorisant le stationnement ou le dépôt de meubles sur le domaine public ou le surplomb de ce dernier. Les meubles concernés peuvent être de toute nature : ils sont généralement liés à une activité professionnelle (terrasse de café, étalage de commerçant, taxis ...) ou une activité ponctuelle (échafaudage, dépôt de matériaux, benne, grue ...). Ces autorisations d'occupation temporaire peuvent donner lieu à redevance.

Le permis de stationnement est délivré par le titulaire des pouvoirs de police de la circulation.

■ **Arrêté de circulation**

Tous travaux, occupation, etc. sur la chaussée nécessitent la demande d'un arrêté de circulation pour en faciliter l'opération, assurer la sécurité des personnes, de la circulation, et prévenir les accidents. La Demande d'Arrêté de circulation est à adresser avant tout commencement de travaux sur la voie publique. Elle permet de signifier la nature des travaux et leur lieu ainsi que les dispositions prévues pour la signalisation et l'organisation de la circulation aux abords du chantier.

Par ailleurs, le Maire de chaque commune assure la coordination des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques et de leurs dépendances en application de l'article L115-1 du Code de la Voirie Routière, y compris sur les voies d'intérêt communautaire.

## II.5. Régime des mises à disposition

Pour l'exercice de missions dans l'emprise de la voirie et des espaces publics non couverts par l'intérêt communautaire et conformément aux délibérations n°07/2017-6 et 07/2107-7 approuvées par le Conseil communautaire du 18 juillet 2017, il peut être mis en œuvre, par convention entre la Communauté de Communes Terres des Confluences et une commune membre :

- Une mise à disposition des services de la Communauté de Commune auprès de la Commune membre ;
- Une mise à disposition des services d'une Commune membre auprès de la Communauté de Communes ;

Cette mise à disposition se fait selon les modalités financières approuvées par l'instance compétente.

## II.6. Interventions de solidarité territoriale

La Communauté de communes s'engage à porter assistance aux communes membres en faisant la demande, dans le cadre des astreintes de son service de voirie communautaire, y compris sur des voies et espaces publics communaux en dehors du périmètre de l'intérêt communautaire. Ces interventions seront réalisées selon le règlement et le protocole d'astreintes mis en place par la Communauté de Communes et viseront notamment :

- La mise en sécurité du domaine public (signalisation, dégagement, nids de poules dangereux ...) ;
- Le renfort des équipes communales en cas de gestion de crise (événement climatique, inondation, mouvement de terrain ...).



### III. DEFINITION DU PROTOCOLE D'ENTRETIEN

Le protocole d'entretien des voiries communautaire permet de traduire la stratégie de gestion de la compétence voirie communautaire proposée par la Communauté de communes. Il repose sur :

- Une hiérarchisation du réseau de voiries d'intérêt communautaire ;
- L'adaptation du niveau de service et des prestations rendues aux nouveaux besoins ainsi qu'aux capacités financières de la Communauté de commune ;
- Une programmation pluriannuelle des travaux d'investissement ;
- La recherche de mutualisation avec les communes membres ;

#### III.1.Objectifs généraux

La Communauté de Communes Terres des Confluences se fixe cinq objectifs cadrant son intervention sur les voiries d'intérêt communautaire :

- **Offrir de bonnes conditions de circulation et de sécurité aux usagers.** A cette fin, la Communauté de Communes veille à la qualité et à l'équipement de ses infrastructures, elle met en œuvre des plans d'exploitation adaptés, ainsi que des actions visant à limiter le risque routier.
- **Assurer la pérennité du patrimoine routier.** A cette fin, la Communauté de Communes porte un effort soutenu à l'entretien et à la maintenance de chacun des éléments qui composent ce patrimoine.
- **Améliorer les infrastructures existantes en les sécurisant davantage.** A cette fin, la Communauté de Communes planifie et met en œuvre des travaux sur les sites à enjeu, avec la participation d'autres financeurs lorsque cela se justifie.
- **Agir en synergie avec les autres acteurs de l'aménagement routier.** A cette fin, la Communauté de Communes apporte son appui technique aux autres maîtres d'ouvrage. La Communauté de Communes favorise la mutualisation des interventions avec les Communes membres.
- **Contribuer au développement d'une mobilité durable,** aux côtés des communes et du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne. À cette fin, la Communauté de Communes veille à ne pas encourager l'accroissement de la circulation automobile, soutient l'usage des modes doux, développe l'écoute des usagers de ses infrastructures, organise ses activités afin d'en limiter les impacts sur l'environnement naturel et humain.

## III.2. Organisation du réseau routier d'intérêt communautaire

Le réseau routier d'intérêt communautaire comporte plus de **460 km** de voiries communales et de chemins ruraux revêtus. S'y ajoutent environ **11 km** de voiries de zones d'activités, non traitées dans le présent document car relevant de la compétence obligatoire « Développement économique »

Les voies d'intérêt communautaire sont situées sur le domaine public ou privé communal.

Ce réseau routier a été constitué au fil du temps, avec la construction de nouvelles routes, l'intégration de certaines routes anciennement départementales déclassées ou de chemins ruraux classés au domaine public. Il permet un maillage du territoire en complémentarité avec les routes relevant des autres gestionnaires et de ce fait, n'a pas vocation à intégrer de voie supplémentaire.

Les voies d'intérêt communautaire sont hiérarchisées : les routes sont dorénavant réparties en trois catégories selon les fonctionnalités qu'elles remplissent et l'intervention de la Communauté de Communes sera modulée d'après ce classement :

- **les itinéraires intercommunaux** : il s'agit d'itinéraires principaux assurant le transit entre agglomérations de la Communauté de Communes ou les communes périphériques, dès lors que celui-ci n'est pas déjà assuré par une autre route (route départementale ...).
- **les voies structurantes locales** : il s'agit d'itinéraires secondaires assurant la liaison parallèle à des itinéraires intercommunaux ou à des routes départementales, ainsi que l'accès aux secteurs urbanisés.
- **les voies de dessertes locales** : il s'agit d'itinéraires établissant des accès multiples à un même lieu ou encore des antennes aux fonctions très locales (desserte d'habitat diffus).

Des niveaux de service élevés sont assignés aux itinéraires intercommunaux qui constituent le réseau viaire structurant pour permettre une circulation dans les meilleures conditions possibles.

Les voies locales interviennent quant à elles en complémentarité pour relier chaque point du territoire au réseau structurant. Elles bénéficient de niveaux de service réduits, voire très réduits pour ce qui concerne les voies de dessertes locales.

Un schéma de voirie (cartographie et inventaire) permet de présenter le réseau de voiries d'intérêt communautaire et sa hiérarchisation ; l'inventaire indique, pour chaque section élémentaire de route, les principaux renseignements (la dénomination, la catégorie, la délimitation, la longueur et la largeur moyenne ...). La trame de ce schéma est présentée en dernière partie de ce document.

Ce classement pourra être adapté en fonction des évolutions qui interviennent au fil du temps.



### III.3.Cadre général et planification des interventions

Au titre de sa compétence voirie d'intérêt communautaire, la Communauté de communes prend en charge les opérations à finalité routière réalisées dans l'emprise du domaine public communal : travaux d'entretien et d'amélioration, ainsi que les mesures d'exploitation destinées à la circulation routière et certains actes de gestion de ce domaine.

Dans certains secteurs urbanisés ou dans le cadre de certaines opérations d'amélioration, ces charges peuvent être partagées entre la Communauté de Communes et les Communes membres selon les niveaux de services définis et les compétences respectives des différentes collectivités, ainsi que des politiques d'aides mises en œuvre par les partenaires institutionnels. Les plans de financement de ces opérations entre la Communauté de communes, la Commune membre concernée, ainsi que d'autres contributeurs éventuellement associés, sont à définir au cas par cas avec la mise en œuvre de fonds de concours et d'une convention visée par les différentes parties.

La planification des opérations est effectuée selon différents processus, dans le respect du cadre budgétaire :

- D'une façon générale, les besoins sont détectés au fil du temps par les Services Techniques de la Communauté de Communes, par ses services présents sur le terrain, le contact avec les élus communaux et les autres partenaires, ainsi qu'avec les usagers.
- Les interventions d'entretien courant et d'exploitation sont définies par les plans d'ensemble, lorsqu'ils existent, ou sinon par les Services Techniques eux-mêmes.
- Les autres travaux, notamment de maintenance et d'amélioration, sur les voies locales font l'objet d'une programmation et d'un dossier de prise en considération (étude technique et estimation sommaire), validé par le Maire de la commune concernée ou de son représentant puis par la commission voirie, qui statue ainsi sur la réponse à apporter à un besoin identifié : inscription dans le programme triennal de travaux, choix de la solution, financement.
- Pour les opérations de maintenance des chaussées des itinéraires intercommunaux, ainsi que pour celles de maintenance des ouvrages d'art, un programme triennal est établi à l'initiative des Services Techniques et validé par la Commission voirie.
- Pour certains secteurs ou itinéraires à enjeu, des études d'ensemble pourront être engagées pour préciser le parti d'aménagement et les travaux que la Communauté de Communes pourrait envisager ; les opérations sont programmées en tenant compte de ces schémas directeurs.
- La programmation des opérations de sécurisation est guidée par les recommandations de la commission départementale de sécurité routière sur les sections du réseau routier où l'accidentologie est anormalement élevée.
- Une provision pour les travaux urgents résultants d'aléas climatiques ou naturels sera réalisée chaque année afin de ne pas perturber la réalisation des programmes triennaux de travaux
- Les opérations conduites en partenariat avec une commune membre, dans le cadre d'une convention à établir et valider en Conseil communautaire ou par décision du Président, font l'objet d'une programmation annuelle sur la base des demandes des communes-membres transmises avant le vote du budget.



### III.4. Chaussées et accotements

Constituée de différentes couches, la chaussée a, d'une part, une fonction structurelle (interface avec le sol support, résistance à la charge) et, d'autre part, une fonction de roulement (adhérence, confort). La couche de surface assure en outre l'étanchéité, en empêchant l'eau de pénétrer dans les sous-couches.

L'épaisseur et la largeur des chaussées sont très variables : l'épaisseur selon la portance du sol, les matériaux constitutifs et le trafic à supporter, la largeur selon les fonctions routières et cyclables assurées et selon l'environnement dans lequel la route s'inscrit (topographie, occupation urbaine).

Tant pour ce qui concerne les couches structurelles que pour la couche de roulement, les chaussées se dégradent sous l'effet du trafic, en particulier des poids lourds, des éléments naturels (humidité, température, mouvement des sols), de leur utilisation par les réseaux souterrains, notamment en milieu urbain, du vieillissement des matériaux qui les constituent.

Les accotements assurent différentes fonctions : évacuation de l'eau de pluie, dégagement de visibilité, zone de rattrapage ou d'arrêt pour les véhicules, cheminement des piétons. Ils ont une largeur variable, et sont majoritairement enherbés.

Des interventions régulières sont nécessaires du fait du développement de la végétation, de l'érosion liée à l'écoulement de l'eau, des déformations pouvant être occasionnées par le passage des véhicules.

L'intervention de la Communauté de communes sur les chaussées devra permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- Préserver un état de surface (adhérence, profil en travers, déformation) permettant d'optimiser la sécurité de la circulation, en tenant compte des vitesses pratiquées.
- Permettre aux accotements d'assurer leur fonction de sécurisation de la circulation, en offrant de bonnes conditions de visibilité et en permettant les manœuvres de récupération ;
- Prévenir la dégradation des chaussées, notamment en améliorant leur étanchéité et en veillant à la bonne évacuation des eaux de ruissellement.
- Maintenir les chaussées en état, notamment en renouvelant les couches dégradées.
- Adapter la structure des chaussées à la circulation supportée.
- Recourir à des techniques durables, dans le respect des impératifs techniques et économiques.

#### ⇒ Entretien préventif

Les opérations de maintenance comprennent l'amélioration de l'étanchéité, le reprofilage partiel en grave naturelle ou en grave émulsion, les renforcements structurels ponctuels de type purges ou poutre de rives, le renouvellement de la couche de roulement.

**Elles font l'objet d'un programme pluriannuel d'investissement sur 3 ans.**

Les matériaux en place sont généralement conservés, sauf lorsqu'ils sont rendus impropres à leur destination du fait de leur état de dégradation ou lorsque le niveau altimétrique de la chaussée doit impérativement être maintenu. Des opérations de purge ou de rabotage précèdent alors la mise en œuvre des nouveaux matériaux.



Le choix de la couche de roulement est effectué en privilégiant les enduits superficiels, lorsque cela est judicieux, notamment au regard du trafic.

L'état de surface des chaussées est adapté selon les fonctionnalités et l'environnement de chaque voie. Un niveau de confort est visé plus élevé pour le réseau d'itinéraires intercommunaux que pour les voies structurantes locales, le réseau de desserte locale ne bénéficiant quant à lui que d'un niveau de service minimal, avec des interventions se limitant en principe à l'entretien courant.

Dans le cadre de l'entretien courant ou de travaux programmés, des interventions de terrassement (dérasement, nivellement, éventuellement saignées) sont effectuées sur les accotements pour maintenir leur profil et leur état de surface.

La Communauté de Communes assure le fauchage des accotements enherbés. La végétation est traitée selon le principe du fauchage différencié, avec une hauteur de coupe relevée au-dessus de 10 cm. Le nombre de passes annuelles est définit ainsi :

- une passe de sécurité au printemps, sur une largeur de 1,60 m,
- une passe de sécurité à l'été, sur 2 passage d'une largeur de 1,60 chacun permettant de traiter le versant coté chaussée du fossé,
- une passe d'entretien à l'automne sur toute la largeur de l'accotement et du fossé.

La largeur de coupe des passes de sécurité est augmentée dans les zones sinueuses, aux abords des carrefours et des panneaux de signalisation pour dégager la visibilité.

A l'occasion de ces trois passages, et dans un souci de mutualisation, il pourra être procédé au fauchage des voies se prolongeant à l'intérieur des panneaux d'agglomération. Des prestations de mises à dispositions pour le fauchage de dépendance de voies restées communales pourront être réalisées dans le cadre de convention.

L'herbe coupée n'est pas ramassée et des dispositions particulières sont prises pour éviter la propagation des plantes invasives (notamment Renouée du Japon et Ambroisie).

Il est procédé régulièrement à des actions de sensibilisation afin de limiter les dépôts sauvages d'ordures, en lien avec la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », également assurée par la Communauté de Communes.

### ⇒ **Entretien curatif**

Dès leur détection par les services, les dégradations des chaussées pouvant compromettre la sécurité des usagers sont dûment signalées et leur réparation est programmée dans les meilleurs délais possibles, pouvant toutefois être tributaires de contraintes climatiques ou d'approvisionnement en matériaux.

Ce niveau d'intervention inclut également la réalisation de traitement ponctuel des enduits par la technique du Point-à-temps.

### ⇒ **Travaux d'amélioration ou de création**

Les opérations conduisant à modifier la géométrie de la chaussée (élargissement, modification du tracé, reprise totale du profil, renforcement total de la structure ...) relèvent, quant à elles, d'une programmation et d'un plan de financement spécifique pouvant inclure des subventions

et un fond de concours de la Commune sur le territoire de laquelle les travaux sont réalisés.

Ce fond de concours sera déterminé sur la base de l'écart entre le niveau de service prévu par le présent protocole sur la voirie concernée, et le niveau de service demandé par la commune membre, sans pouvoir excéder 50 % du montant des travaux.

### III.5.Dépendances

#### ⇒ Assainissement

Les dispositifs d'assainissement routier comprennent divers éléments : fossés, drains, canalisations raccordées à des ouvrages de collecte (caniveaux, grilles avaloirs ..., aqueducs et ponceaux, descentes de talus, bassins, ouvrages de traitement.

Ils concourent au drainage de la chaussée pour éviter que l'eau ne pénètre dans sa structure, ainsi qu'à l'épuration et à l'évacuation des eaux de pluies vers des exutoires naturels, conformément aux dispositions réglementaires régissant l'écoulement des eaux (servitude d'écoulement des eaux imposant au propriétaire du fond inférieur de recevoir les eaux s'écoulant naturellement des fonds supérieurs, sans que l'action de l'homme n'y ait contribué).

La Communauté de Communes intervient afin de

- Favoriser l'évacuation des eaux de surface de la chaussée en les empêchant de s'infiltrer dans la structure de celle-ci.
- Acheminer l'eau vers les exutoires naturels en préservant l'environnement de toute pollution maîtrisable.
- Equiper les dispositifs d'assainissement afin qu'ils ne constituent pas un facteur de danger pour l'usager de la route.

Dans le cadre de l'entretien courant ou d'opérations de maintenance programmées, éventuellement en coordination avec des travaux de chaussée, des interventions de terrassement (curage, reprofilage) sont effectuées pour reconstituer le fil d'eau des fossés et pour maintenir la capacité des bassins.

Les ouvrages sont, partiellement ou totalement, remplacés lorsque leur intégrité est compromise. De nouveaux dispositifs peuvent être créés, lorsque la chaussée est mal assainie, s'il y a lieu de rendre conforme un exutoire vers le milieu naturel ou lorsqu'ils découlent de prescriptions liées aux périmètres de protection des captages d'eau potable, afin d'éviter toute pollution de ces derniers.

#### ⇒ Talus

L'intervention de la Communauté de Communes sur les talus se définit d'après les objectifs suivants :

- Préserver la sécurité des usagers et l'intégrité de la plate-forme routière vis-à-vis du risque d'effondrement des talus.
- Maîtriser la végétation, en respectant son intérêt pour la biodiversité et la stabilité des sols.



La végétation des talus est entretenue annuellement, en parallèle de la campagne de fauchage des accotements. Les mêmes précautions que pour le fauchage des accotements sont prises pour préserver la biodiversité, limiter la pollution chimique et éviter la propagation des espèces invasives.

Tout comme les ouvrages d'art, les ouvrages de protection des talus font l'objet de réparations, voire d'une remise à neuf, lorsque leur état le nécessite.

La Communauté de Communes intervient sur les désordres apparaissant sur les talus qui font partie de son domaine. Elle peut également décider d'intervenir en dehors de son domaine sur des fonds voisins affectés de désordres pouvant compromettre la sécurité de la circulation sur une voie d'intérêt communautaire, et ce dans le cas de talus abrupts et non accessibles, que le propriétaire n'est donc pas en mesure d'exploiter.

Dès leur détection par les services, les désordres sur les talus susceptibles de porter atteinte à la sécurité des usagers sont dûment signalés et la circulation peut être interrompue si la situation le nécessite.

La réparation du désordre intervient généralement après expertise géologique, étude et programmation de travaux confortatifs ou d'ouvrages de protection. Les délais de ces phases préalables sont variables, en fonction de la complexité du problème et ils peuvent être longs. Des mesures d'exploitation adaptées sont mises en place en conséquence.

Lorsqu'un itinéraire alternatif ou que la mesure d'exploitation mise en place permet de rétablir dans des conditions acceptables, les fonctions d'une route du réseau de desserte affectée par un mouvement de terrain, la réparation n'est pas prioritaire et sera programmée selon les disponibilités budgétaires. Si la réparation du désordre représente un coût disproportionné par rapport à l'usage d'une route aux fonctions très locales, il peut être décidé de fermer définitivement cette voie à la circulation.

## ⇒ Plantations

L'intervention de la Communauté de Communes sur les plantations se définit d'après les objectifs suivants :

- Préserver la sécurité des usagers en organisant judicieusement les plantations et en prévenant les chutes d'arbres ou de branches sur la chaussée.
- Maîtriser la végétation en préservant la qualité paysagère.
- Limiter les charges d'entretien en prenant des mesures permettant de contenir le développement et la prolifération des végétaux.

Les arbres d'alignement font l'objet d'un plan de gestion ; selon les enjeux identifiés, des opérations d'élagage, voire d'abattage, sont programmées et mises en œuvre le long des voies d'intérêt communautaire.

Les massifs végétalisés sont régulièrement entretenus (nettoyage, taille des végétaux) et des opérations de restructuration peuvent être envisagées pour réduire les charges d'entretien.

L'entretien des végétaux implantés sur le domaine privé incombe aux propriétaires, y compris pour la partie surplombant le domaine public.

### ⇒ Délaissés

Certains délaissés de voirie ont évolué et peuvent, ponctuellement, disposer d'équipements particuliers : stationnement, mobilier, poubelles ...

L'intervention de la Communauté de Communes sur ces délaissés se définit d'après les objectifs suivants :

- Préserver de bonnes conditions de sécurité pour les usagers et les riverains éventuels.
- Limiter les charges d'entretien.
- Faciliter le maintien de la propreté des lieux.

La végétation est traitée en coordination avec celle des autres dépendances routières.

Des mesures préventives et répressives sont prises, en lien avec les Maires des communes concernées, afin de limiter les dépôts d'ordures illicites.

Compte tenu de la contrainte d'entretien que représentent ces équipements et de l'évolution des usages, la Communauté de Communes ne met pas à disposition de poubelles aux abords de ses routes dans le cadre de sa compétence « voirie d'intérêt communautaire ».

Les éléments de mobiliers dégradés ou gênants peuvent être supprimés sans préavis par la Communauté de communes en sa qualité de gestionnaire du domaine public routier.

Tout service à l'usager de la route initié par un tiers (station-service, vente ambulante, dispositifs d'information) doit faire l'objet d'une autorisation et de prescriptions, conformément aux dispositions du règlement communautaire de voirie.

## III.6. Exploitation et Gestion du domaine public

### ⇒ Gestion du domaine public

La gestion du domaine public comprend les actes de police de conservation, réalisés pour délimiter le domaine public, pour préserver son intégrité et pour régir son usage et son occupation. Cette mission représente un enjeu patrimonial important pour la préservation du patrimoine public.

La Communauté de communes organise la gestion de son domaine public routier d'après les objectifs suivants :

- Limiter les atteintes au patrimoine routier et à la circulation routière découlant de l'usage et de l'occupation du domaine public, ainsi que leurs conséquences financières pour la collectivité.
- Garantir un traitement équitable aux communes, aux occupants et riverains du domaine public.

Le règlement communautaire de voirie sera établi en concertation avec les représentants des autres collectivités et des occupants du domaine public. Il traitera des principes de domanialité, des droits et obligations de la Communauté de Communes, des communes membres, des riverains et des occupants, ainsi que des règles de gestion, de police et de conservation du domaine public.

Les équipes dédiées dans les services techniques de la Communauté de Communes constituent les interlocuteurs des communes membres, des riverains et des occupants du domaine public, pour les renseigner et instruire les actes (arrêtés, autorisation).



Egalement en charge de la surveillance du réseau routier, ces équipes contrôlent le respect des prescriptions et peuvent constater les infractions, afin que des poursuites soient engagées.

La gestion du domaine public intervient en complémentarité avec l'exploitation routière, notamment en ce qui concerne la gestion de la circulation.

### ⇒ **Viabilité générale**

La communauté de communes adopte un certain nombre de dispositions destinées à maintenir ou à rétablir la circulation en toute sécurité, notamment lorsqu'une situation inhabituelle se présente.

Il peut s'agir d'événements imprévus (dégradations de la route, chute d'objets sur la chaussée, écoulements d'eau ou de boue ...) ou d'origine extérieures (accident, travaux effectués dans l'emprise routière ...). Les mesures mises en œuvre dans ces situations comprennent notamment de la signalisation, des dispositifs de protection des obstacles, la gestion du trafic, des opérations de nettoyage et de dégagement.

Certaines relèvent toutefois de la police de la circulation et donc des communes membres.

Les objectifs que se fixe la Communauté de communes sont les suivants :

- Rétablir en toute circonstance et dans les meilleurs délais possibles des conditions de circulation sécurisées, adaptées au trafic.
- Réduire, autant que faire se peut, la gêne occasionnée aux usagers de la route et aux riverains.

En outre, un dispositif d'astreinte d'exploitation est mis en place en dehors des heures de service pour assurer une continuité de service 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 ; ces moyens de permanence sont toutefois limités aux interventions d'urgence courantes et n'ont vocation, ni à constituer des interlocuteurs pour le public, ni à prendre en charge des opérations de grande ampleur ou pouvant être différées.

Un règlement adopté en Conseil communautaire définit le fonctionnement de cette astreinte technique.

En parallèle, le réseau routier fait l'objet d'une surveillance régulière par les agents du service voirie, afin de détecter les désordres pouvant apparaître. Compte tenu de l'étendue du réseau, cette surveillance ne peut cependant s'effectuer en continu ; elle est par conséquent organisée à travers des tournées d'inspection intervenant à des fréquences adaptées aux enjeux de chaque catégorie de routes.

Les charges de ces interventions peuvent être imputées à ceux qui en sont à l'origine, conformément aux dispositions du règlement communautaire de voirie.

### ⇒ **Viabilité hivernale**

La viabilité hivernale complète la viabilité générale et vise à maintenir la praticabilité des routes en période d'intempérie. Elle s'applique généralement de novembre à mars et consiste à traiter, par des moyens mécaniques (lames de déneigement) et des moyens chimiques (sel et saumure), la neige et le verglas se déposant sur les routes.

L'action du gestionnaire routier intervient de façon complémentaire avec les mesures qui

relèvent des usagers, pour équiper leurs véhicules et pour organiser leurs déplacements en cas de situation dégradée.

L'intervention de la Communauté de Communes en matière de viabilité hivernale se définit d'après les objectifs suivants :

- Rétablir en cas de situation dégradée, des conditions de circulation adaptées aux enjeux de chaque route et pour les véhicules équipés au cours de la période où se concentre l'activité.
- Maîtriser le coût et l'impact environnemental du service hivernal, notamment en limitant les quantités de sel utilisées.
- Rechercher des partenariats locaux, notamment avec les communes ou le Conseil départemental, pour organiser le service hivernal de la façon la plus efficiente

Les interventions sont modulées selon les différents niveaux de service. Le service hivernal ne peut toujours suffire à garantir la praticabilité de certaines routes pour les véhicules non équipés.

### ⇒ Information des usagers

Par le biais de différents médias, la Communauté de communes veille à :

- Apporter aux usagers l'information appropriée en cas de dégradation des conditions de circulation, notamment en période hivernale ou d'inondations ;
- Valoriser les opérations effectuées sur les infrastructures dans l'intérêt des usagers ;
- Coordonner l'information avec celle des autres gestionnaires d'infrastructures, ainsi qu'avec les autorités de l'État.

Une information régulière est délivrée par la Communauté de Communes aux usagers de ses infrastructures, ainsi qu'aux riverains de ses chantiers. Il ne s'agit cependant pas d'une information en temps réel des conditions de circulation ou de l'avancement des travaux.

Pour les travaux programmés et induisant des restrictions de circulation importantes (alternat ou déviation d'une certaine durée), des panneaux d'information sont mis en place au bord des routes concernées, préalablement au début des travaux et pendant leur déroulement.

L'information des usagers est coordonnée avec la viabilité, générale et hivernale, ainsi qu'avec la signalisation.

## III.7. Ouvrages d'art

Le patrimoine de voirie d'intérêt communautaire compte un nombre important et encore non entièrement recensé de ponts, franchissements hydrauliques et de murs de soutènement ou talus de grande hauteur.

Ces ouvrages ont des dimensions et des structures très variables, supportent différents équipements et sont soumis à des contraintes de trafics hétérogènes.

L'intervention de la communauté de Communes sur les ouvrages d'art s'articule d'après les objectifs suivants :

- Prévenir toute rupture d'ouvrage ou dégradation des équipements de protection qui pourrait compromettre la sécurité des usagers.



- Maintenir en état ce patrimoine précieux, notamment en renforçant ou en remplaçant les éléments défailants et en améliorant l'étanchéité des ouvrages.

La Communauté de communes mettra en œuvre des campagnes de surveillance périodique, de fréquence adaptée à la catégorie des voies concernées. Les opérations d'entretien courant sur les ouvrages sont effectuées régulièrement selon les préconisations des services d'études de l'Etat (Cerema, ex SETRA).

Un programme pluriannuel de travaux est établi et vise essentiellement à réparer ou à remplacer les éléments structurels usés ou abimés, et à une remise en état général de l'ouvrage.

Une reconstruction de l'ouvrage, ou d'une partie de celui-ci, peut être envisagée si cette solution s'impose ou si elle s'avère plus économique qu'une remise en état.

### III.8. Signalisation et équipements

#### ⇒ Signalisation horizontale

Le marquage est renouvelé à partir de fréquences prédéfinies (tous les trois ans pour les itinéraires intercommunaux et tous les cinq ans pour le reste du réseau). Ces fréquences peuvent être ajustées selon l'évolution effective des performances des produits en place.

Le choix des produits et techniques mis en œuvre sera réalisé par le service voirie en fonction du trafic supporté et du type de marquage.

Les marquages seront réalisés conformément aux dispositions de la version en vigueur de l'arrêté du 24 novembre 1967 et des 9 parties de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR).

Les travaux de marquage sont coordonnés avec ceux de réfection des chaussées.

#### ⇒ Signalisation verticale

L'entretien courant de la signalisation verticale est effectué au fil du temps et comprend des compléments de signalisation ponctuels, le remplacement des panneaux endommagés et un nettoyage annuel des films, généralement réalisé au printemps.

Les interventions de maintenance sont programmées et comprennent le remplacement des ensembles vieillissants et l'adaptation de la signalisation directionnelle, lorsque cela se justifie. De façon plus exceptionnelle, des opérations globales de renouvellement peuvent être programmées.

La fourniture et la pose de signalisation relative à la dénomination ou à la numérotation des rues restent à charge des communes.

#### ⇒ Autres équipements

Le domaine routier comporte divers équipements, fixes ou mobiles. Il peut s'agir de dispositifs liés à la circulation (feux tricolores, glissières de sécurité ...), aux transports collectifs (abribus, poteaux indicateurs...), à l'éclairage public, aux usages urbains (mobilier, bornes, barrières...) ou encore à l'exploitation routière (compteurs de trafic ou de vitesse, autres appareils de

mesure...).

D'une façon générale, en dehors de ceux qu'elle utilise pour des besoins d'exploitation ou de ceux dont elle aura décidé de l'installation, la Communauté de Communes ne prend pas en charge ces équipements, qui relèvent soit des communes, soit d'autres autorités. En particulier, la Communauté de Communes ne prend pas en charge l'éclairage des voies d'intérêt communautaire.

Les conditions d'implantation de ces différents équipements et de leur suivi dans le temps font l'objet d'autorisations délivrées par la Communauté de Communes, conformément aux prescriptions du règlement communautaire de voirie.



## III.9. Tableau de synthèse

ELEMENT DE COMPETENCE	Itinéraires Intercommunaux	Voies structurantes locales	Voies de dessertes locales
<b>Caractéristiques générales</b>			
Nature du trafic	Transit	Transit interne à la commune et desserte	desserte
Traffics tous véhicules indicatif	> 100 véhicules/jour	> 50 véhicules/jour	< 50 véhicules/jour
<b>Niveaux de services</b>			
Niveau de confort	Elevé	Moyen	Réduit
Objectif de déformation ou de dégradation	< 20 % de la surface	< 40 % de la surface	Non pertinent : intervention curative uniquement
Couche de roulement	ESU <sup>1</sup> , ECF <sup>2</sup> ou RSC <sup>3</sup>	ESU	ESU
Objectif de fréquence de renouvellement	12 ans	16 ans	Curatif
Bouchage nids de poule et réparation localisée	Au fil du temps		
Nature des accotements	Enherbés		
Type d'entretien	Préventif et curatif		Curatif

<sup>1</sup> ESU = Enduit Superficiel d'Usure<sup>2</sup> ECF = Enrobé Coulé à Froid<sup>3</sup> RSC = Revêtements Superficiels Combinés

ELEMENT DE COMPETENCE	Itinéraires Intercommunaux	Voies structurantes locales	Voies de dessertes locales
Signalisation horizontale	Fréquence maximale d'entretien : tous les 3 ans	Fréquence maximale d'entretien : tous les 8 ans	
Signalisation verticale		Renouvellement à l'usure	
<b>Exploitation et gestion</b>			
Visite de contrôle périodique des voiries	1 fois par mois	1 tous les 3 mois	1 tous les 6 mois
	Les Usagers et les Elus communaux, dans le cadre de leur connaissance du territoire et missions de police, constatent et signalent les défauts entre les tournées		
Signalisation de chantier et déviations	Maître d'ouvrage des travaux ou son prestataire		
Signalisation de manifestation et déviations	Organisateur de la manifestation		
Nettoyage ou dégagement de la chaussée	Communauté de Communes		
Fauchage	3 passes par an		
Balayage	Communauté de Communes ou tiers identifiés en cas de salissure ramenée sur la chaussée par un tiers Pas de programme récurrent, intervention au coup par coup suite à constat (rejets de gravillons ...)		
Service hivernal	Traitement prioritaire sur chaussée uniquement, en application du plan de viabilité hivernale	Traitement secondaire (après itinéraires intercommunaux) sur chaussée uniquement	Pas de traitement
Permissions de voirie (définition page 5)	Communauté de Communes		
Arrêté individuel d'alignement (définition page 5)	Communauté de Communes		
Arrêté d'alignement	Commune membre		



ELEMENT DE COMPETENCE	Itinéraires Intercommunaux	Voies structurantes locales	Voies de dessertes locales
Arrêté de police et de circulation (définition page 5)		Commune membre	
Permis de stationnement		Commune membre	
Coordination avec les concessionnaires	Commune Membre, en application de l'article L115-1 du Code de la Voirie Routière		
<b>Ouvrages d'arts</b>			
Visite de contrôle périodique des ouvrages	Annuelle	Tous les 3 ans	Tous les 3 ans
Visite d'inspection détaillée périodique	Tous les 6 ans	Tous les 6 ans	Tous les 6 ans
Ponts supportant ou franchissant les voies	Généralement gestionnaire de la voie supportée Voir conventions passées avec certains gestionnaires		
Ouvrages limitrophes avec un territoire voisin	Selon conventions ou usages établis		
Murs soutenant la route ou nécessaires à son passage	Communauté de Communes		
Autres murs soutenant des fonds voisins	Propriétaire des fonds soutenus		

## IV. SCHEMA DE VOIRIE

Le tableau de classement des voiries communautaires sera établi selon la trame suivante :

- N° d'ordre (par exemple VC N°1...);
- Dénomination et/ou lieux traversés ;
- Points d'origine et d'extrémité (Carrefours, limites d'agglomération ...);
- Longueur ;
- Largeur moyenne (chaussée et emprise) ;
- Statut (Voie communale, chemin rural ...);
- Classement (catégorie définie au protocole, à savoir « itinéraires intercommunaux », « voies structurantes locales », « voies de dessertes locales » ou « voies de zones d'activité »);
- La date de classement d'intérêt communautaire ;
- Etat moyen constaté à la date de classement ;
- Les observations éventuelles (date des derniers travaux ...)

Une carte des voies d'intérêt communautaire sera établie en parallèle, permettant d'identifier visuellement, par un code de couleur, les différentes catégories de voies.